



**Visite du
premier ministre Jean Chrétien
en République tchèque**

Du 1^{er} au 3 juillet 2003 .

Cahier d'information

Canada

DOCS
CA1 EA 2003V39 EXP
Visit to the Czech Republic by
Prime Minister Jean Chretien July
1-3, 2003 : background information
--
16403315

LIBRARY A / BIBLIOTHÈQUE A E
E 5039 01024007 B

Imprimé sur du
papier recyclé



Printed on
recycled paper



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Candidature du Canada pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010

Les jalons importants 7

Les avantages de la candidature 9

Les engagements du gouvernement du Canada 12

Le vote du Comité international olympique 14

Renseignements généraux

Les relations entre le Canada et la République tchèque 19

République tchèque (fiche technique) 23

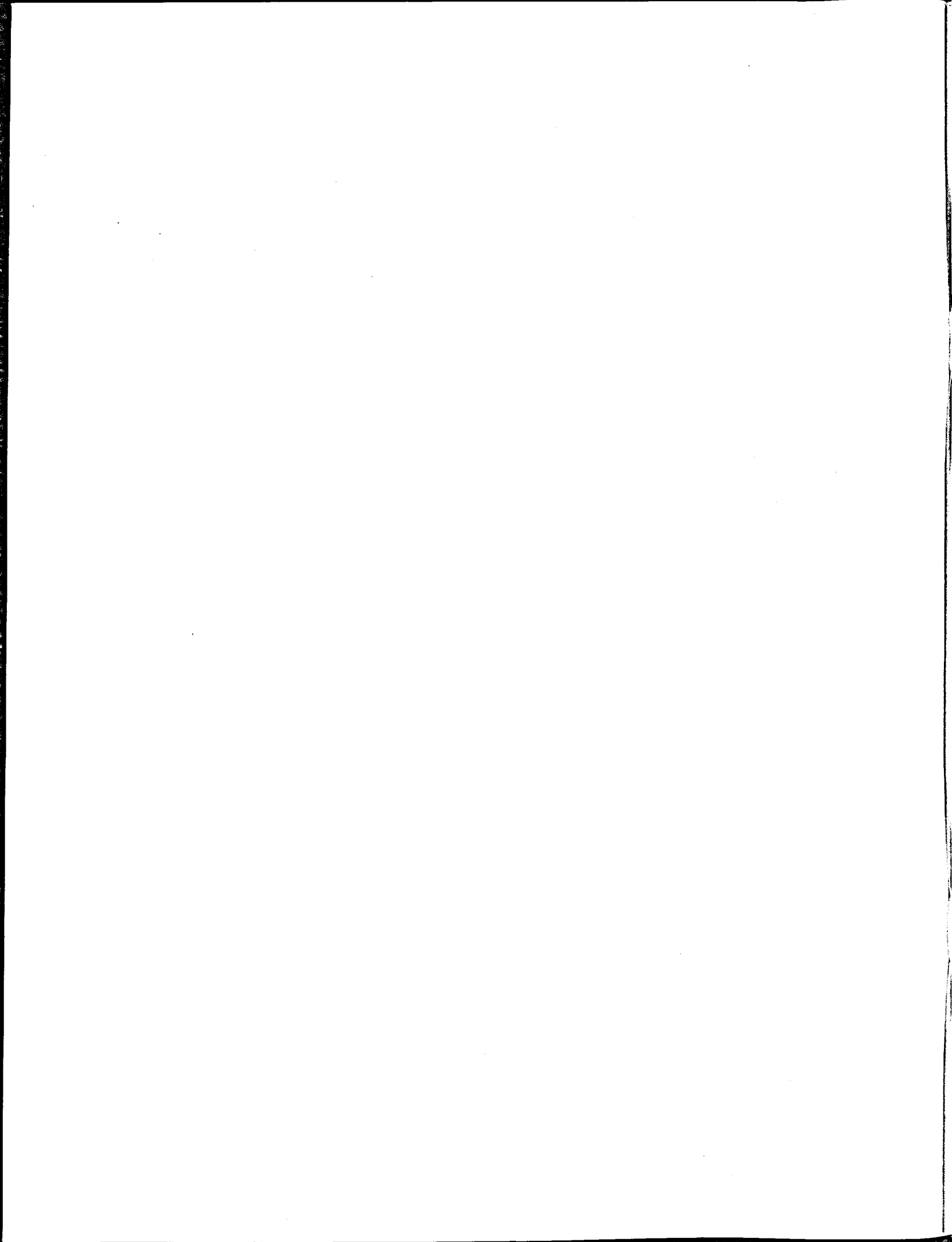
Notices biographiques

Le président de la République tchèque, M. Václav Klaus 27

Le premier ministre de la République tchèque, M. Vladimír Špidla 28

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 29

Le ministre des Ressources naturelles, M. Herb Dhaliwal 30



**Candidature du Canada
pour les Jeux olympiques et
paralympiques d'hiver de 2010**

Les jalons importants

- **1^{er} décembre 1998** : Le Comité olympique canadien (COC) choisit Vancouver comme ville candidate du Canada aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.
- **5 février 2002** : Vancouver confirme sa participation auprès du Comité international olympique (CIO). Les sept autres villes candidates sont Andorre-la-Vieille (Andorre), Berne (Suisse), Harbin (République populaire de Chine), Jaca (Espagne), Pyongyang (Corée du Sud), Salzbourg (Autriche) et Sarajevo (Bosnie-Herzégovine).
- **31 mai 2002** : Les villes candidates soumettent leur questionnaire de candidature, un résumé de leur soumission et leurs réponses à 22 questions techniques du CIO.
- **7 juin 2002** : Le Canada et la Colombie-Britannique s'engagent à consentir une aide de 310 millions de dollars chacun si Vancouver et Whistler sont choisis pour accueillir les Jeux d'hiver de 2010. Les fonds permettraient de s'assurer que les principaux sites et installations pour les compétitions sportives et les événements dans le cadre des Jeux sont en place et qu'ils le demeureront par la suite. Sur les 620 millions de dollars investis, 110 millions de dollars seraient consacrés au maintien des opérations courantes des nouvelles installations léguées par les Jeux.
- **28 août 2002** : Le CIO annonce la liste des villes candidates retenues en sélection finale pour accueillir les Jeux d'hiver de 2010 : Berne (Suisse), Pyongyang (Corée du Sud), Salzbourg (Autriche) et Vancouver.
- **27 septembre 2002** : Berne retire officiellement sa candidature à la suite d'un référendum s'opposant à ce que des fonds publics soient consacrés au projet.
- **14 novembre 2002** : Le Canada, la Colombie-Britannique, Vancouver, Whistler, le COC et le Comité paralympique canadien ratifient une entente multipartite détaillée qui précise la nature de la contribution de chacun à la réussite des Jeux d'hiver. C'est la première fois qu'une telle entente est conclue dans le cadre d'une candidature olympique.

- **10 janvier 2003** : La Société de candidature de Vancouver 2010 présente son cahier de candidature au CIO. Le document de 460 pages est l'aboutissement de quatre années de planification et répond à 200 questions concernant un large éventail de thèmes tels que les sites des compétitions, l'hébergement, le transport, l'environnement, la sécurité et la culture.
- **2-5 mars 2003** : Le CIO envoie à Vancouver et à Whistler une commission d'évaluation formée de 15 membres pour valider les engagements énoncés dans le cahier de candidature.
- **2 mai 2003** : Le CIO publie les rapports de la Commission d'évaluation sur les villes candidates. La Commission note l'appui solide fourni à la candidature de Vancouver par les trois niveaux de gouvernement et applaudit la « vision claire » concernant 2010 et le legs des Jeux.
- **19 mai 2003** : Les réponses écrites des villes candidates sont rendues publiques.
- **2 juillet 2003** : Les membres du CIO autorisés à voter se prononcent sur le choix de la ville hôte des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010. Le vote secret se tiendra dans le cadre de la 115^e session du CIO, à Prague.

Les avantages de la candidature

Économie

- L'activité résultant d'une candidature gagnante générerait des dizaines de milliers de nouveaux emplois et des millions de dollars en retombées économiques au sein de diverses industries, notamment celles de la construction, du tourisme et de la fabrication.
- L'accueil des Jeux d'hiver de 2010 par Vancouver et Whistler permettrait d'accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructure grandement nécessaires dont profiteraient les résidents, ainsi que les visiteurs canadiens et étrangers.
- L'obtention des Jeux d'hiver de 2010 procurerait une attention internationale considérable, donnant une impulsion sur les marchés étrangers aux produits et aux services canadiens, comme le vin et autres denrées, les produits du bois, le tourisme d'aventure, les écovoyages et les œuvres artistiques des Premières Nations et des autres Autochtones. Tout le pays en profiterait, particulièrement l'industrie touristique.
- Au cours des deux années précédant les Jeux, Vancouver, Whistler et la Colombie-Britannique accueilleraient des compétitions de coupes du monde ou de championnats du monde dans chacun des sports olympiques et paralympiques d'hiver.
- Les villes hôtes des Jeux, fortes d'une expertise et d'infrastructures olympiques, continuent par la suite d'attirer des manifestations culturelles et sportives internationales, ce qui entraîne la venue de visiteurs, suscite l'intérêt des médias et favorise la croissance économique.

Athlètes canadiens

- L'accueil des Jeux d'hiver de 2010 apporterait des avantages tangibles aux athlètes en développement et aux athlètes de haut niveau, de la même façon que les Jeux de 1988 à Calgary ont laissé des installations d'entraînement et de compétition de calibre mondial.
- Le Canada et la Colombie-Britannique se sont engagés à verser chacun 310 millions de dollars pour améliorer les installations sportives existantes, construire de nouveaux sites et assurer leur fonctionnement, de manière à ce que les athlètes canadiens retirent des avantages avant, pendant et après les Jeux.

Durabilité de l'environnement

- Qu'il s'agisse de leurs fournitures, de leur fonctionnement, de leurs installations écologiques ou de leur stratégie de transport sans pollution, les Jeux de 2010 seraient une vitrine pour la technologie et l'expertise typiquement canadiennes en matière d'environnement et permettraient de léguer des pratiques environnementales durables.

Arts et culture

- Les arts et la culture étant l'un des piliers du mouvement olympique, ils jouent un rôle de premier plan au cours des quatre années de l'Olympiade. À compter de 2006, le secteur culturel commencerait à élaborer des programmes de spectacles et d'expositions, à faire des tournées au Canada et à l'étranger et à préparer les cérémonies d'ouverture et de clôture que regarderont de 2 à 3 milliards de spectateurs.

Jeux inclusifs

- Pour que le legs des Jeux profite au plus grand nombre, la candidature de Vancouver 2010 a été élaborée par des personnes aux horizons divers et des représentants d'une variété de collectivités, notamment du quartier Downtown Eastside de Vancouver, des Premières Nations, des Métis et des Autochtones. La déclaration d'engagement de la Société de candidature Vancouver 2010 portant sur l'adoption de pratiques inclusives à l'égard des quartiers défavorisés énonce des lignes directrices et des objectifs particuliers quant à la planification et à l'accueil de Jeux inclusifs.

Logement à prix modique

- Les deux villages des athlètes, qui sont en train d'être conçus, répondront aux besoins à long terme de Vancouver et de Whistler.
- Le Village olympique de Vancouver serait construit sur d'anciens terrains industriels à False Creek et, après les Jeux, il deviendrait une collectivité durable modèle.
- Le Village de Whistler, proposé pour la vallée Callaghan, constituerait un ensemble de logements à coût modique pour la région après les Jeux. Il comporterait un centre d'hébergement pour les athlètes qui s'entraîneront et participeront à d'autres compétitions dans l'avenir. Ses chambres, faciles d'accès pour les fauteuils roulants, demeureraient disponibles après les Jeux paralympiques, ce qui offrirait davantage de possibilités aux athlètes ayant un handicap. Elles pourraient servir à

l'occasion de manifestations sportives de haut niveau pour les personnes handicapées. Une partie du Village de Whistler des athlètes serait relocalisée dans la communauté des Premières Nations de Lil'Wat, ce qui y améliorerait la situation du logement.

Autochtones

- Dès le début, les Premières Nations, les Métis et les groupes autochtones urbains ont pris part au processus décisionnel dans la préparation de la candidature du Canada. Ils collaborent avec le gouvernement fédéral et d'autres partenaires afin que l'accueil des Jeux de 2010 procure à leurs communautés des possibilités intéressantes sur les plans économique, social, sportif et culturel.

Personnes handicapées

- Les personnes handicapées participeraient à toutes les facettes des Jeux, que ce soit à titre de consultants en bâtiment, d'organiseurs, d'athlètes, d'entraîneurs, d'officiels, de bénévoles ou d'amateurs de sport. La tenue des Jeux ferait mieux connaître les sports pratiqués par les personnes ayant un handicap et permettrait la construction d'installations indispensables à leur développement et à leur participation accrue.

Bénévolat

- Vancouver 2010 formerait plus de 20 000 bénévoles pour les Jeux d'hiver, créant ainsi un bassin de travailleurs bénévoles expérimentés qui renforcerait les collectivités de l'ensemble de la Colombie-Britannique et du Canada.

Les engagements du gouvernement du Canada

Avant les Jeux

- Le gouvernement du Canada a versé 9,1 millions de dollars au budget de candidature de Vancouver 2010. De ce montant, 6,6 millions de dollars proviennent du ministère du Patrimoine canadien et 2,5 millions de la Commission canadienne du tourisme.
- Le Secrétariat de la candidature de Vancouver-Whistler 2010, créé par le ministère du Patrimoine canadien et qui en fait partie, collabore étroitement avec la Société de candidature de Vancouver 2010 et les autres partenaires non fédéraux (Colombie-Britannique, Vancouver, Whistler, Comité olympique canadien, Comité paralympique canadien, Premières Nations) depuis deux ans. Situé à Ottawa, le Secrétariat compte six personnes. Il agit en tant que principal agent de liaison entre la Société de candidature et plus de deux douzaines de ministères et d'organismes fédéraux qui appuient activement la candidature du Canada.
- Le gouvernement du Canada a nommé deux ambassadeurs spéciaux du sport, qui offrent à la Société de candidature de Vancouver 2010 des conseils en matière d'affaires internationales et de protocole. L'un est Jacques Roy, ancien ambassadeur du Canada en Arabie saoudite, en Suisse, à l'Union européenne et en France, et l'autre est Raymond Chan, qui a été secrétaire d'État (Asie-Pacifique) du Canada de 1993 à 2000. Il a participé aux trois missions commerciales fructueuses d'Équipe Canada en Asie.
- Pour s'assurer que les Autochtones participent de façon significative à la candidature, le Canada et la Colombie-Britannique ont chacun injecté 300 000 \$ pour créer un secrétariat des Premières Nations au sein de la Société de candidature de Vancouver 2010.
- Le Canada a accordé 350 000 \$ à Célébration 2010, un important festival des arts et de la culture tenu dans toute la province. Près de 400 activités mettant en valeur la diversité des artistes canadiens, et leur talent, ont eu lieu pendant trois semaines en février et en mars 2003. Elles ont contribué à sensibiliser la population à la candidature de Vancouver en vue d'obtenir les Jeux d'hiver de 2010.
- TV5, en partenariat avec Patrimoine canadien, le Consortium de Télévision Québec Canada et la télévision de Radio-Canada, a produit une émission de 24 heures en provenance de Vancouver, qui a été diffusée au mois de mai sur le réseau de télévision international francophone. Diverses communautés artistiques et culturelles de Vancouver y ont été présentées,

ainsi que plusieurs éléments de la candidature du Canada pour les Jeux d'hiver de 2010. TV5 est diffusé dans plus de 150 pays et reçu par plus de 130 millions de foyers partout dans le monde.

Pendant les Jeux

- Si Vancouver est choisie pour accueillir les Jeux d'hiver de 2010, le Canada et la Colombie-Britannique injecteront 310 millions de dollars pour payer les coûts d'immobilisation ainsi que les activités après les Jeux.
- Par ailleurs, le gouvernement du Canada s'est engagé à fournir des services essentiels sans coût supplémentaire pour les organisateurs des Jeux. La valeur de ces services – douanes, immigration et sécurité, etc. – est estimée à 100 millions de dollars. La Colombie-Britannique a pris un engagement similaire.
- En décembre 2002, le premier ministre du Canada s'est engagé à verser plus de 200 millions de dollars pour un projet d'infrastructure conjoint avec la Colombie-Britannique afin d'agrandir le Centre des congrès et d'exposition de Vancouver. Si Vancouver accueille les Jeux d'hiver de 2010, il servira de centre principal pour la presse.

Le vote du Comité international olympique

Le vote

Le 2 juillet 2003, à Prague, les membres du Comité international olympique (CIO) se prononceront par scrutin secret pour choisir la ville hôte des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.

Une ville candidate doit obtenir au moins 51 p. 100 des votes pour être choisie. Si personne n'est choisi au premier tour de scrutin, la ville candidate ayant récolté le moins de voix sera éliminée et un deuxième tour de scrutin déterminera la ville hôte.

Comment fonctionne le scrutin

Le total des votes de tous les continents au CIO est normalement de 126.

Le 2 juillet cependant, le nombre maximum de votes sera de 119, puisque les membres du CIO venant des pays qui ont des villes candidates ne peuvent pas voter; dans ce cas-ci, ce sont l'Autriche, le Canada et la Corée du Sud.

Pour gagner au premier scrutin le 2 juillet, une ville candidate doit obtenir 60 voix.

Nombre de votes par continent. L'Europe a normalement 58 votes, mais perd celui de l'Autriche, ce qui lui en laisse 57. Les Amériques ont 21 voix mais perdent les 3 du Canada, pour un total de 18. Les 25 voix de l'Asie sont réduites à 22, les 3 de la Corée du Sud étant soustraites. L'Afrique et l'Océanie, n'ayant pas de villes candidates pour 2010, gardent leurs 17 et 5 votes respectifs.

Délégation officielle de Vancouver 2010

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien
Le ministre des Ressources naturelles (Canada), M. Herb Dhaliwal

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Gordon Campbell
Le ministre d'État à la candidature olympique de 2010 (Colombie-Britannique),
M. Ted Nebbeling

Le maire de Vancouver, M. Larry Campbell

Le maire de Whistler, M. Hugh O'Reilly

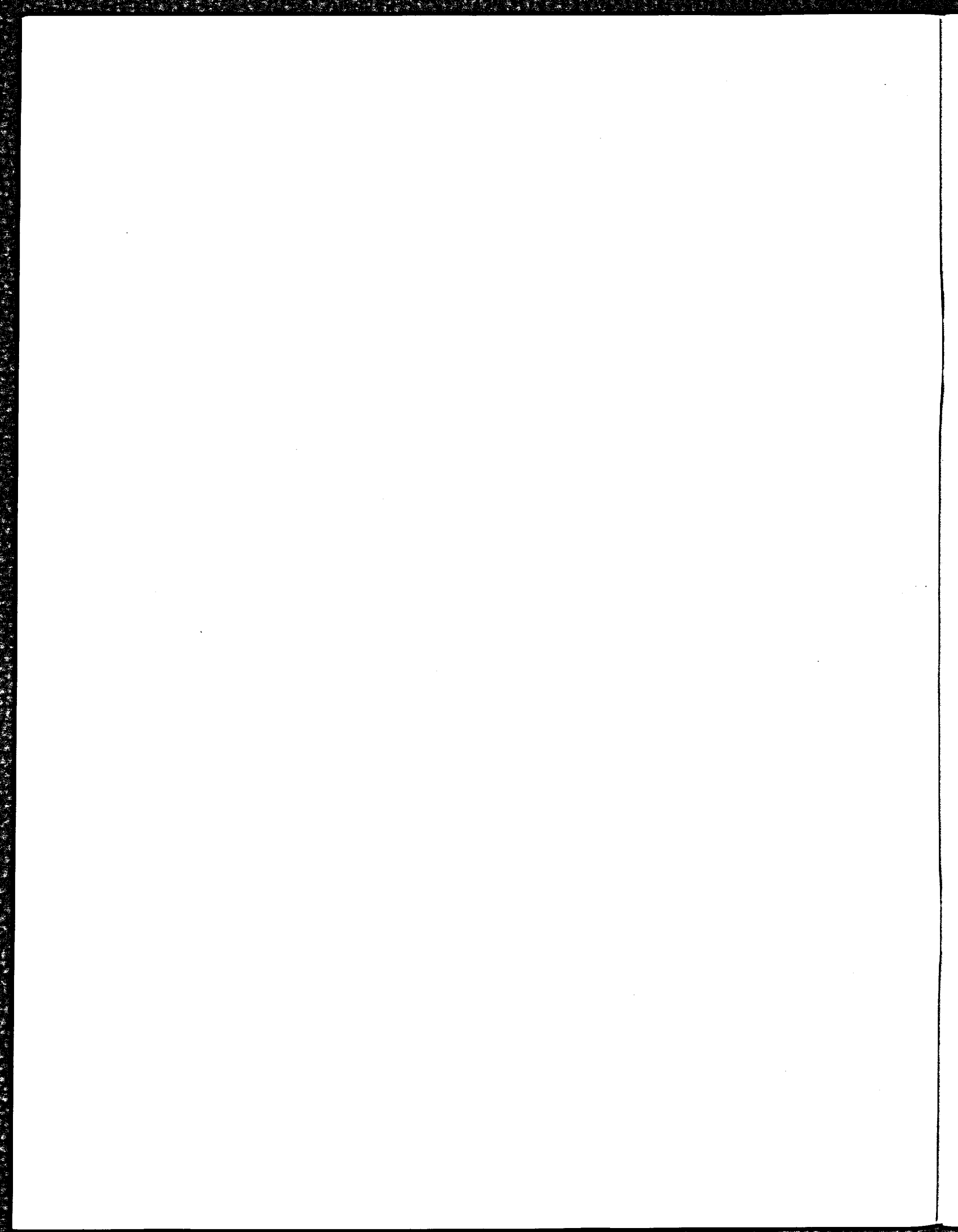
Le président du Comité olympique canadien, M. Michael Chambers
Le directeur général du Comité olympique canadien, M. Chris Rudge
Le président du Comité paralympique canadien, M. Patrick Jarvis

Le président-directeur général de la Société de candidature de Vancouver 2010,
M. Jack Poole

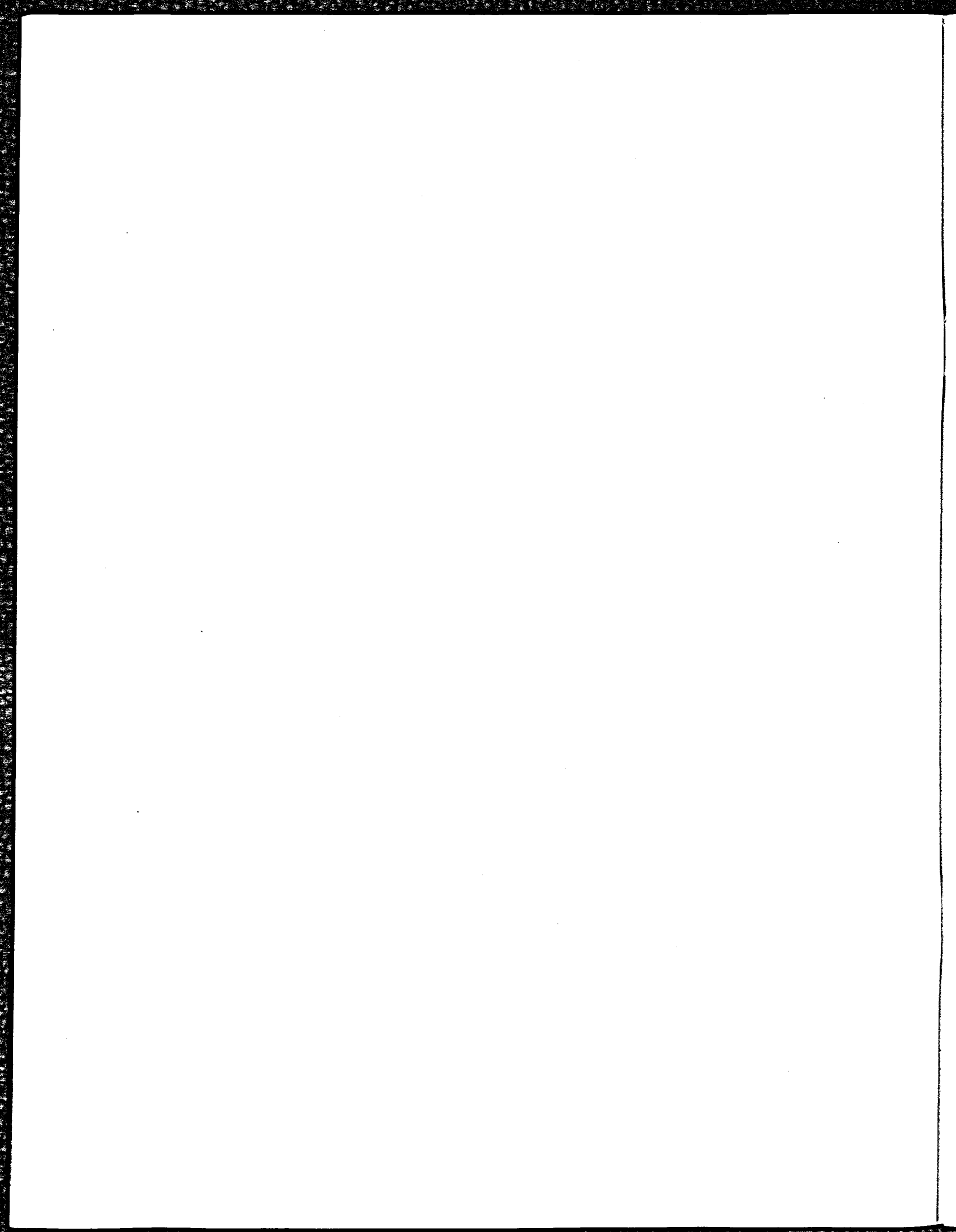
Le président et chef de l'exploitation de la Société de candidature
de Vancouver 2010, M. John Furlong

Le directeur administratif des Relations internationales de la Société de
candidature de Vancouver 2010, et athlète olympique, M. Steve Podborski

La membre du Conseil d'administration de la Société de candidature de
Vancouver 2010, et athlète olympique, M^{me} Catriona Le May Doan



Renseignements généraux



Les relations entre le Canada et la République tchèque

- Le Canada et la Tchécoslovaquie ont établi des services consulaires en 1920 et ont nommé des ambassadeurs en 1942. Le Canada a reconnu la nouvelle République tchèque en 1993, et a noué avec elle de nouveaux liens politiques et commerciaux depuis le passage à la démocratie de cet ancien régime communiste.
- Le président Václav Klaus a effectué une visite officielle au Canada en 1997 alors qu'il était premier ministre. L'ancien président, Václav Havel, a effectué deux visites officielles au Canada, la première en 1990, en qualité de président de la République socialiste tchécoslovaque, et la deuxième, en 1999, à titre de président de la République tchèque.
- En 2002, le président du Sénat canadien s'est rendu en République tchèque à la tête d'une délégation pour y discuter de l'adhésion de ce pays à l'OTAN, de l'élargissement de l'Union européenne et des inondations qui avaient frappé le pays cet été-là. En 2001, la ministre canadienne du Développement des ressources humaines a effectué une visite officielle à Prague pour la signature d'un accord de sécurité sociale.
- Le Canada appuie énergiquement l'élargissement de l'OTAN et a été le premier pays à ratifier l'adhésion de la République tchèque. Celle-ci, avec la Hongrie et la Pologne, a été invitée officiellement à y adhérer lors du Sommet de l'OTAN tenu à Washington en avril 1999. La République tchèque a été l'hôtesse du Sommet de l'OTAN en novembre 2002, auquel participait le premier ministre du Canada.
- La République tchèque a participé avec succès à un certain nombre d'opérations de l'OTAN. Un bataillon tchèque a servi avec des Casques bleus canadiens en Bosnie.
- La République tchèque accédera à l'Union européenne en mai 2004. Un référendum de deux jours sur l'accession s'est tenu les 14 et 15 juin 2003, et 77 p. 100 des Tchèques ayant voté ont favorisé celle-ci.
- Le Canada et la République tchèque renforcent leurs relations par leur participation à des forums internationaux comme l'ONU, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce.

- En janvier 2003, les dispositions législatives d'un accord de sécurité sociale signé en mai 2001 sont entrées en vigueur, de sorte qu'il est maintenant plus facile pour les personnes ayant vécu ou travaillé au Canada et en République tchèque d'obtenir des prestations de sécurité sociale de l'un ou de l'autre pays.
- En octobre 2002, le Canada a versé 200 000 \$ pour les efforts de relèvement et de reconstruction à la suite des inondations de la mi-août, qui avaient touché des milliers de personnes et paralysé le pays.
- La collectivité tchèque au Canada compte près de 80 000 membres. Depuis plus d'un siècle, les citoyens et les familles des deux pays entretiennent des liens solides. En 1948 et en 1968, le Canada a accueilli des réfugiés tchécoslovaques, et il a appuyé les dissidents tout au long de la période communiste.

Commerce et investissement

- L'économie tchèque se compare avantageusement à celle de nombreux pays membres de l'OCDE. Il s'agit également de l'un des anciens pays communistes d'Europe centrale dont l'économie est la plus stable et progresse le plus rapidement.
- En 2002, les exportations canadiennes vers la République tchèque ont totalisé 83,7 millions de dollars. Elles étaient constituées de produits électriques, de produits pharmaceutiques, de turbines, d'aliments pour animaux, de préparations alimentaires, d'eaux et de boissons non alcoolisées.
- En 2002, les importations canadiennes en provenance de la République tchèque, d'une valeur de 178,4 millions de dollars, étaient principalement constituées d'uranium et d'autres éléments radioactifs, d'articles en verre, d'équipement électrique, de mobilier et de produits en fer et en acier.
- La valeur des investissements directs canadiens en République tchèque est estimée à près de 200 millions de dollars. La privatisation, la restructuration de l'économie et la demande intérieure dans des secteurs comme les télécommunications et les transports contribuent à attirer les investissements étrangers.
- Plus de 80 entreprises canadiennes sont présentes en République tchèque.
- Les deux pays ont conclu plusieurs accords concernant, entre autres, le statut de nation la plus favorisée, le tarif de préférence générale, la protection des investissements étrangers, la coopération nucléaire, l'entraide juridique, les doubles impositions et l'évasion fiscale.

- Exportation et développement Canada (EDC) finance des projets publics et privés dans ce pays. Elle collabore actuellement avec des entreprises canadiennes et tchèques des secteurs de l'énergie, de la construction, de l'environnement et des transports.
- EDC peut offrir toute la gamme de ses services, y compris les assurances et le financement, aux entreprises canadiennes qui font des affaires en République tchèque. EDC peut également faire affaire avec un grand nombre de banques, puisque la République tchèque est membre de l'OCDE.

Aide canadienne au développement

- De 1990 à 2002, le Canada a financé 272 projets en République tchèque, qui représentaient 25,4 millions de dollars en aide au développement. En outre, 125 de ces projets, correspondant à 14,6 millions de dollars, s'inscrivaient dans le cadre du programme bilatéral. Le programme de développement des entreprises Renaissance Europe de l'Est, que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mène à bien en Europe centrale et de l'Est, a financé 76 projets d'une valeur de 3 millions de dollars.
- La plupart des projets réalisés par l'ACDI en République tchèque l'ont été dans les secteurs suivants : environnement, gouvernement et société civile, réforme juridique et judiciaire, éducation et industrie.
- Les progrès accomplis par les pays d'Europe centrale et du Nord dans leur transition a mené l'ACDI à mettre en œuvre un « plan de reclassement » pour cette région. La République tchèque de même que l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Slovaquie « seront promues » par l'ACDI d'ici la fin de l'exercice 2004-2005, et ne recevront plus d'aide du Canada. L'ACDI prévoit qu'elles deviendront des pays donateurs à l'appui de la transition et de la réduction de la pauvreté dans d'autres pays.
- Le programme canadien d'aide publique au développement en Europe centrale est une initiative importante qui vise à appuyer la transition des quatre pays de l'Europe centrale (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) du statut de bénéficiaire à celui de donateur. Grâce à lui, le Canada collabore au renforcement des programmes d'aide publique au développement de chacun des pays partenaires. La phase initiale de renforcement des capacités sera suivie de la mise en œuvre conjointe de projets trilatéraux dans des pays en développement.

- Le programme de soutien des gouvernements locaux de l'Europe centrale, évalué à 2,5 millions de dollars, vise à aider les administrations municipales de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie à renforcer leurs capacités individuelles financières et administratives.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Capitale : Prague

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
78 864 km²

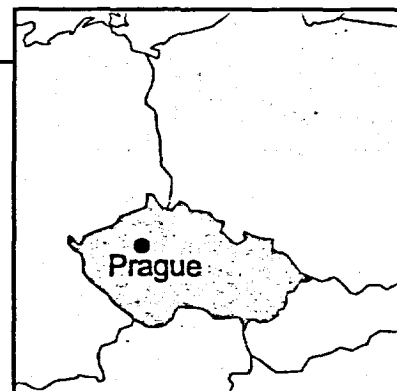
Population
10,3 millions d'habitants (2001)

Langue principale
Tchèque

Taux de croissance de la population
-0,1 % (2001)

Principaux groupes religieux
Catholiques (39,2 %), protestants (4,6 %), orthodoxes (3 %)

Pays environnants
Allemagne, Autriche, Pologne, Slovaquie



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre de l'Industrie et Commerce
M. Milan Urban

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
La République tchèque se classe 33^e sur 173 pays.

Dirigeants

Le président Václav Klaus
Le premier ministre Vladimír Špidla

Aide publique du Canada au développement
774 000 dollars (2002-2003)

Ministre des Affaires étrangères
M. Cyril Svoboda

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
109,1 milliards de dollars (2002)

Taux d'inflation
1,8 % (2002)

Taux de croissance du PIB
2,0 % (2002)

Taux de chômage
7,3 % (2002)

PIB par habitant
8,755 \$ (2001)

Principales exportations

Machines et équipement de transport, autres biens manufacturés, produits chimiques, matériaux bruts et combustibles

Principales importations

Machines et équipement de transport, autres biens manufacturés, matériaux bruts et combustibles, aliments, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance de la République tchèque

178,4 millions de dollars (2002), en uranium et autres éléments radioactifs, verrerie, équipement électrique, meubles, produits en fonte/fer/acier

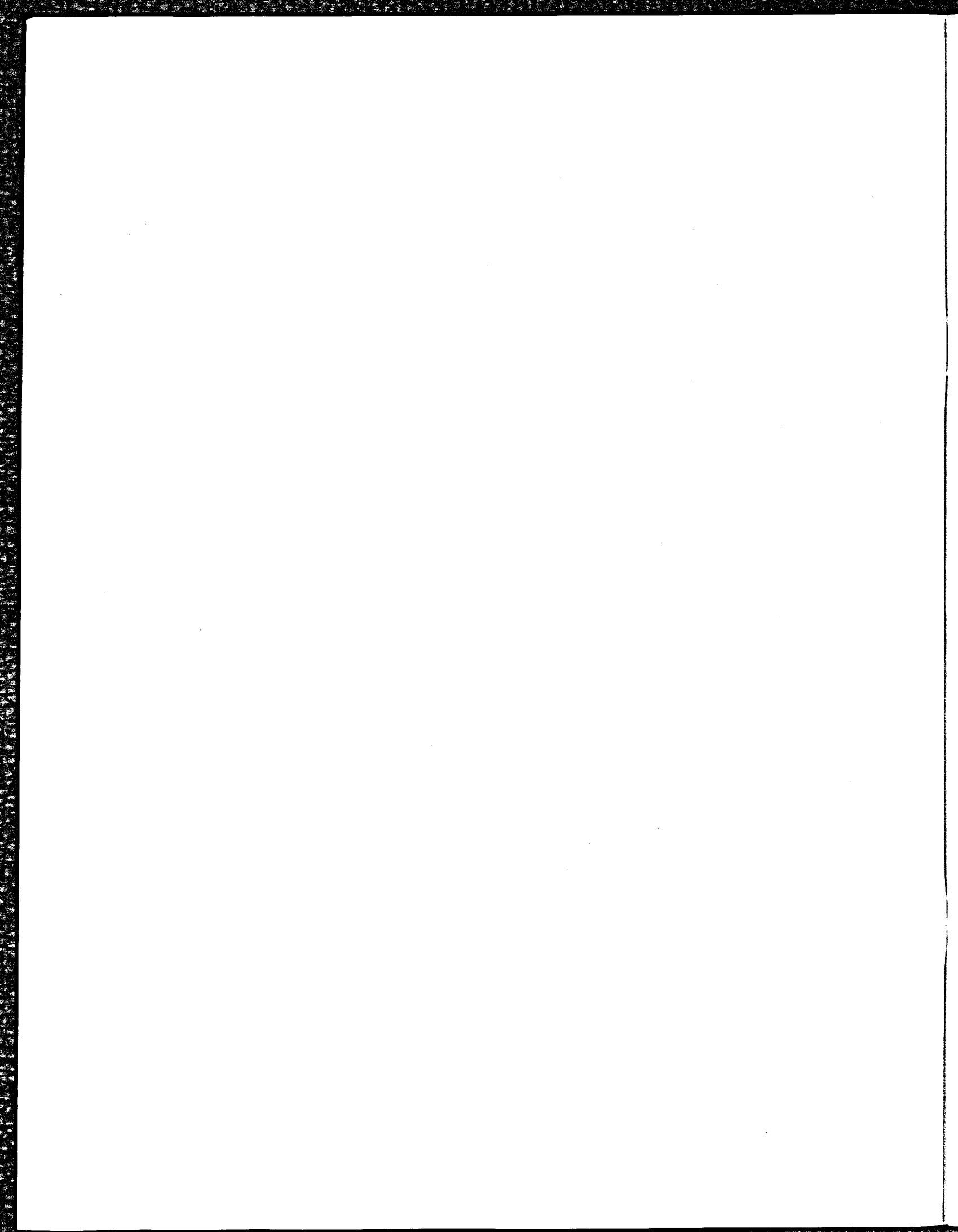
Exportations canadiennes vers la République tchèque

83,7 millions de dollars (2002), en produits pharmaceutiques, turbines, aliments pour animaux, préparations alimentaires, eaux et boissons non alcooliques

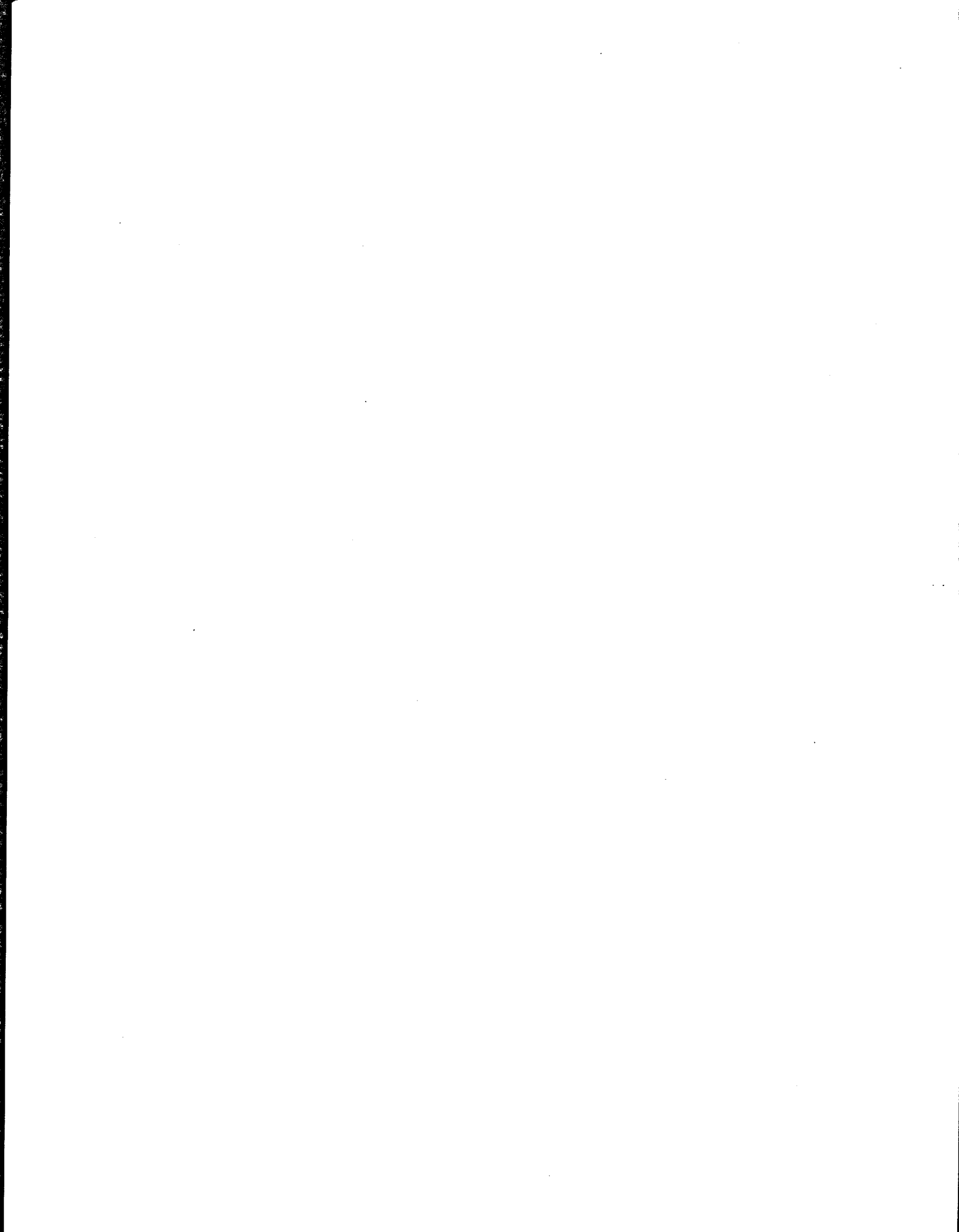
Représentant du Canada

M^{me} Margaret Huber, Ambassadrice, Ambassade du Canada
Muchova 6, 160 00 Prague 6, République tchèque

Téléphone : (011-420-2) 7210 1800; télécopieur : (011-420-2) 7210 1890; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/prague



Notices biographiques



Le président de la République tchèque, M. Václav Klaus

M. Václav Klaus est né à Prague le 19 juillet 1941. Il a étudié le commerce international à l'École des hautes études économiques de Prague, qui lui conféra un diplôme en 1963. Il a aussi fait des études en Italie et aux États-Unis. En 1968, il a obtenu un doctorat en économie de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de la Tchécoslovaquie.

Après avoir passé de nombreuses années à la Banque d'État de Tchécoslovaquie, M. Klaus a accepté en 1987 un poste universitaire à l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie. En 1991, il a été nommé professeur adjoint de sciences économiques à l'Université Charles. En 1995, il est devenu professeur de finances à l'École des hautes études économiques de Prague.

M. Klaus a commencé sa carrière politique en 1989, en qualité de ministre des Finances. En 1991, il a été nommé vice-premier ministre de la Fédération tchécoslovaque. En 1991, il a cofondé le Parti démocratique civique, qu'il a dirigé jusqu'en décembre 2002.

En 1992, M. Klaus a gagné les élections parlementaires à la tête de son parti et est devenu premier ministre de la République tchèque. En 1998, il est devenu président de la Chambre des députés.

M. Klaus a été élu président de la République tchèque le 28 février 2003.

M. Klaus est marié et a deux enfants.

Le premier ministre de la République tchèque, M. Vladimír Špidla

Né le 22 avril 1951 à Prague, M. Vladimír Špidla est diplômé de l'Université Charles, à Prague, depuis 1976.

Pendant plusieurs années, M. Špidla a occupé de nombreux emplois dans les secteurs suivants : conservation des monuments, protection de la nature, archéologie, transformation du bois, industrie laitière et construction.

En 1990, M. Špidla est devenu vice-président d'un comité national de district chargé de l'éducation, des soins de santé, des affaires sociales et de la culture. De 1991 à 1996, il a dirigé un bureau local de main-d'œuvre.

À la Chambre des députés, où M. Špidla a été élu en 1996, il a présidé le Comité des politiques sociales et des soins de santé.

En 1998, M. Špidla a occupé les fonctions de premier vice-premier ministre et de ministre du Travail et des Affaires sociales. Il est devenu en 2001 président du Parti social-démocrate tchèque.

M. Špidla est devenu premier ministre de la République tchèque le 12 juillet 2002.

M. Špidla est marié et père de quatre enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien, Industrie et Commerce, Finances, Justice, Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu le porte-parole pour les affaires étrangères. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

Le ministre des Ressources naturelles, M. Herb Dhaliwal

M. Herb Dhaliwal est né au Panjab (Inde) le 12 décembre 1952. Il a obtenu un baccalauréat en commerce de l'Université de la Colombie-Britannique en 1971.

M. Dhaliwal a plus de 25 ans d'expérience dans les domaines des transports et de l'immobilier des secteurs privé et public. Il a été président d'une société d'investissement et vice-président du conseil d'administration de la société publique d'électricité de la Colombie-Britannique.

Élu comme député libéral à la Chambre des communes en 1993, M. Dhaliwal représente aujourd'hui la circonscription de Vancouver-Sud-Burnaby. Il a été ministre du Revenu national de 1997 à 1999 et ministre des Pêches et Océans à partir de 1999.

En 2001, M. Dhaliwal a reçu un doctorat honorifique en droit de l'Université du Panjab à Chandigarh (Inde). La Société canadienne de la Croix-Rouge l'a également honoré pour l'aide qu'il a apportée aux réfugiés kurdes.

M. Dhaliwal est devenu ministre des Ressources naturelles en janvier 2002.

M. Dhaliwal et sa femme, Amrit, ont trois enfants.

Notes

doc
CA1
EA
2003V39
EXF

.b 3706552 (E)
.b 3706564 (A)



**Visit to the Czech Republic
by
Prime Minister Jean Chrétien**

July 1-3, 2003

Background Information

Canada

1997

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Canada's Bid for the 2010 Olympic And Paralympic Winter Games

- Major Milestones 7
- Benefits of Winning the Bid 9
- Government of Canada Commitments 12
- The International Olympic Committee Vote 14

General Information

- Canada-Czech Republic Relations 19
- Czech Republic (fact sheet) 22

Biographies

- Vaclav Klaus, President of the Czech Republic 25
- Vladimir Spidla, Prime Minister of the Czech Republic 26
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 27
- Herb Dhaliwal, Minister of Natural Resources 28

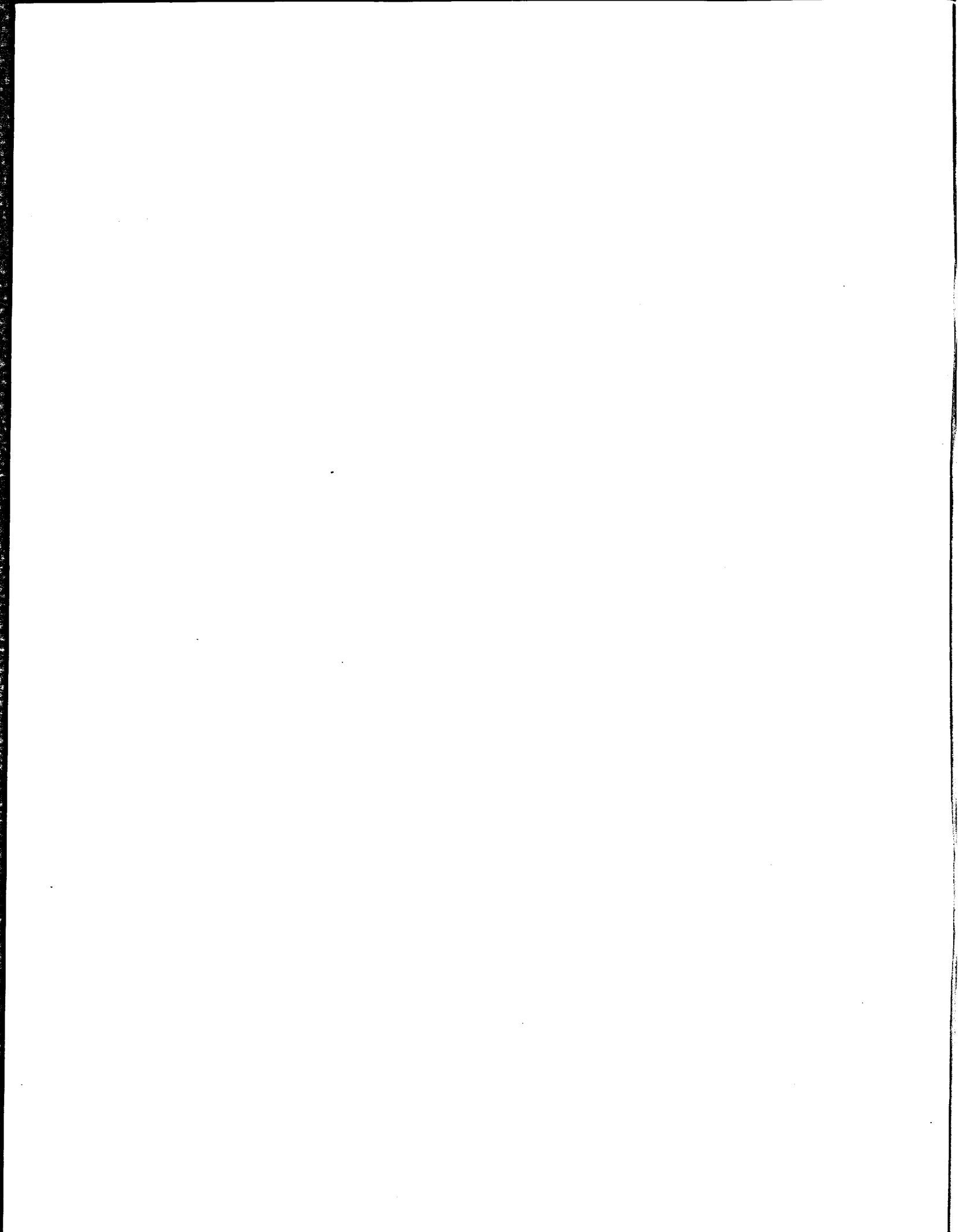
16403315 (e) b 3706552
 16403316 (f) b 3706564

Dept. of Foreign Affairs
 Min. des Affaires étrangères

AUG 17 2004

Return to Departmental Library
 Retourner à la bibliothèque du Ministère

**Canada's Bid for the
2010 Olympic
and Paralympic Winter Games**



Major Milestones

- **Dec. 1, 1998:** The Canadian Olympic Committee selects Vancouver as the Canadian city to bid for the 2010 Olympic and Paralympic Winter Games.
- **Feb. 5, 2002:** Vancouver advises the International Olympic Committee that it will participate in the bid. The seven other applicant cities are Andorra la Vella, Andorra; Berne, Switzerland; Harbin, People's Republic of China; Jaca, Spain; Pyeongchang, South Korea; Salzburg, Austria; Sarajevo, Bosnia and Herzegovina.
- **May 31, 2002:** Applicant cities submit their bid questionnaires, an overview of each city's bid proposal and a response to 22 technical questions from the IOC.
- **June 7, 2002:** Canada and British Columbia agree to contribute \$310 million each if Vancouver and nearby Whistler, British Columbia, were chosen to host the 2010 Winter Games. The funds would ensure that core sites for sports competitions and Games-related facilities and events would be in place and would be sustainable after the Games. Of the \$620 million to be invested, \$110 million would be earmarked for the ongoing operations of new facilities as part of the "legacy" of the Games.
- **Aug. 28, 2002:** The International Olympic Committee announces its short list of candidate cities: Berne, Switzerland; Pyeongchang, South Korea; Salzburg, Austria; and Vancouver.
- **Sept. 27, 2002:** Berne officially withdraws following a referendum that rejected public sector financial support.
- **Nov. 14, 2002:** Canada, British Columbia, Vancouver, Whistler, the Canadian Olympic Committee, and the Canadian Paralympic Committee sign an agreement spelling out how each would contribute to the Winter Games. This is the first time such an accord has been part of an Olympic bid.
- **Jan. 10, 2003:** The Vancouver 2010 Bid Corporation presents its bid book to the International Olympic Committee. The 460-page document represents four years of planning and responds to 200 questions covering a wide range of themes such as sport sites, accommodation, transportation, environment, security, and culture.

- **March 2–5, 2003:** The IOC sends its 15-member Evaluation Commission to Vancouver and Whistler to validate the commitments made in the bid book.
- **May 2, 2003:** The IOC releases Evaluation Commission reports on the candidate cities. The commission notes that the Vancouver bid has strong support from all three levels of government and praises the “clear vision” for 2010 and the post-Games legacy.
- **May 19, 2003:** Written responses to the IOC by candidate cities are made public.
- **July 2, 2003:** The International Olympic Committee is scheduled to vote on the host city for the 2010 Olympic and Paralympic Winter Games. Secret balloting will take place at the 115th session of the IOC in Prague, Czech Republic.

Benefits of Winning the Bid

Economic

- A successful bid by Canada would generate tens of thousands of new jobs and millions of dollars in economic activity across industries ranging from construction to tourism to manufacturing.
- Holding the 2010 Winter Games in Vancouver and Whistler would accelerate much-needed infrastructure projects that would benefit residents, as well as visitors from across Canada and abroad.
- The sizeable international attention sparked by the 2010 Winter Games would boost offshore markets for such Canadian products and services as wine, produce, wood products, adventure and eco-travel, and First Nations and other Aboriginal art. The ripple effect, particularly in tourism, would be felt across the country.
- In the two years prior to the Games, the municipalities of Vancouver and Whistler and the province of British Columbia would host World Cup or World Championship events featuring every winter Olympic and Paralympic sport.
- With Olympic-standard expertise and infrastructure, host cities of Winter Games go on in future years to attract international sports and cultural events that continue to bring visitors, generate media coverage, and create economic growth.

Canada's athletes

- Hosting the Winter Games in 2010 would bring tangible benefits for Canada's developing and high-performance athletes in the same way that the 1988 Calgary Games created world-class training and competition sites.
- In support of Vancouver 2010, Canada and British Columbia have each committed \$310 million to improve athletic facilities, and to build and operate new sites — so Canadian athletes reap the benefits before, during, and after the Games.

Environmental sustainability

- From its supplies and operations, to its “green” facilities and clean transportation strategy, the 2010 Games would showcase “made in Canada” environmental technology and expertise to a global audience, and would ensure a lasting legacy of sustainable practices.

Culture

- As one of the pillars of the Olympic Movement, the arts and culture play a major role over the four years of the Olympiad. Starting in 2006, the cultural sector would begin to develop performance and exhibition programs, tour across Canada and abroad, and prepare for the opening and closing ceremonies to be viewed by two to three billion people.

Inclusivity

- In order to ensure the Games’ legacies extend as broadly as possible, Vancouver 2010 bid plans have been developed by groups representing a wide range of backgrounds and communities, including Vancouver’s Downtown Eastside and First Nations, Métis and Aboriginal groups. The Vancouver 2010 Bid Corporation’s inner-city inclusivity commitment includes specific goals and guidelines for planning and hosting an inclusive Games.

Affordable housing

- Two athlete villages are being designed to serve the long-term community needs of both Vancouver and Whistler.
- Vancouver Olympic Village would be built on former industrial land at False Creek and developed into a model sustainable community after the Games.
- Whistler Village, proposed for the Callaghan Valley, would provide affordable rental housing for the area when the Games are over. Its Athletes’ Centre would accommodate athletes involved in training and competitions in future years. Its wheelchair-accessible rooms would remain after the Paralympic Games, opening up more opportunities for athletes with a disability and providing for future world-class sporting events for disabled people. Parts of Whistler Village would be relocated to increase housing at the First Nations community of Lil’Wat.

Aboriginals

- From the beginning, First Nations, Métis, and urban Aboriginal groups have been involved in the decision making for Canada's bid for the 2010 Winter Games. They are working with the Canadian government and other partners to create meaningful economic, social, sports, and cultural opportunities for their communities as a result of the Games.

People with disabilities

- People with disabilities would be involved in the Winter Games at all levels — as building consultants, organizers, athletes, coaches, officials, volunteers, and fans. The Games would create the exposure and facilities necessary for Canada to increase participation in sports for disabled people.

Volunteerism

- Vancouver 2010 would train the more than 20,000 volunteers required for the Winter Games, creating a skilled volunteer workforce to strengthen communities across British Columbia and Canada.

Government of Canada Commitments

Bid phase

- The Government of Canada has contributed \$9.1 million to the Vancouver 2010 bid budget, including \$6.6 million from the Department of Canadian Heritage and \$2.5 million from the Canadian Tourism Commission.
- For two years, the federal government's Vancouver Whistler 2010 Bid Secretariat, established by the Department of Canadian Heritage, has been working closely with the Vancouver 2010 Bid Corporation and its non-federal partners: British Columbia, Vancouver, Whistler, the Canadian Olympic Committee, the Canadian Paralympic Committee, and First Nations. Located in Ottawa, the six-person secretariat is the main link between the Bid Corporation and more than two dozen federal government departments and agencies contributing to Canada's bid.
- Two special ambassadors for sport appointed by the Canadian government advise the Vancouver 2010 Bid Corporation on international affairs and protocol. One ambassador is Jacques Roy, formerly Canadian ambassador to Saudi Arabia, Switzerland, the European Union, and France. The other ambassador, Raymond Chan, was Canada's Secretary of State (Asia-Pacific) from 1993 to 2000 and a member of three Team Canada trade missions to Asia.
- To ensure the meaningful involvement of Aboriginal peoples in the bid, the federal and provincial government each contributed \$300,000 to create a First Nations secretariat within the Vancouver 2010 Bid Corporation.
- To support Celebration 2010, a major British Columbia-wide arts and culture festival, Canada contributed \$350,000. The three-week celebration, in February and March 2003, featured close to 400 events showcasing the diversity and talent of Canadian performers and raising public awareness about the Vancouver bid for the 2010 Winter Games.
- TV5, in partnership with Canadian Heritage, the Consortium de Télévision Québec Canada, and Radio-Canada Television produced a 24-hour broadcast from Vancouver that aired in May on the international French-language television network. The program showcased Vancouver's diverse artistic and cultural communities, and presented several features on Canada's bid for the 2010 Winter Games. TV5 broadcasts in more than 150 countries, reaching 130 million households worldwide.

Games phase

- If Vancouver is chosen as the host city for the 2010 Winter Games, Canada and British Columbia will each contribute \$310 million for capital costs and for ongoing operations after the Games.
- Canada has also agreed to provide essential government services at no extra cost to the Games' organizers. The value of these services — such as customs, immigration and security — is estimated at \$100 million. British Columbia has made a similar commitment.
- In December 2002, the Prime Minister committed more than \$200 million for a joint project with British Columbia to expand the Vancouver Convention and Exhibition Centre. If Vancouver hosts the 2010 Winter Games, the expanded site will serve as the main press centre.

The International Olympic Committee Vote

The vote

On July 2, 2003, in the Czech capital, Prague, the International Olympic Committee will vote by secret ballot to select a host city for the 2010 Olympic and Paralympic Winter Games.

A candidate city requires at least 51 per cent of the votes to be declared the host city. If the first ballot fails to declare a winner, the candidate with the fewest votes will be eliminated and a second ballot will decide the host.

IOC voting procedure

The total of each continent's usual number of votes at the IOC is 126.

However, the maximum number of ballots allowed on July 2 will be 119, because IOC members from nations with cities bidding to host the Games are not allowed to vote. The three countries with candidate cities are Austria, Canada, and South Korea.

To win on the first ballot on July 2, a candidate must take at least 60 votes.

Breakdown of IOC votes by continent. Europe normally has 58 votes, but loses Austria's one, for a new total of 57. The Americas normally have 21 votes, but lose Canada's three, for a total of 18. Asia's 25 votes are reduced to 22, after losing Korea's three. Africa and Oceania, with no cities bidding for the 2010 Games, maintain their respective 17 and 5 votes.

Vancouver 2010 official delegation

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada
Herb Dhaliwal, Minister of Natural Resources (Canada)

Gordon Campbell, Premier of British Columbia
Ted Nebbeling, Minister of State for the 2010 Olympic Bid (British Columbia)

Larry Campbell, Mayor of Vancouver

Hugh O'Reilly, Mayor of Whistler

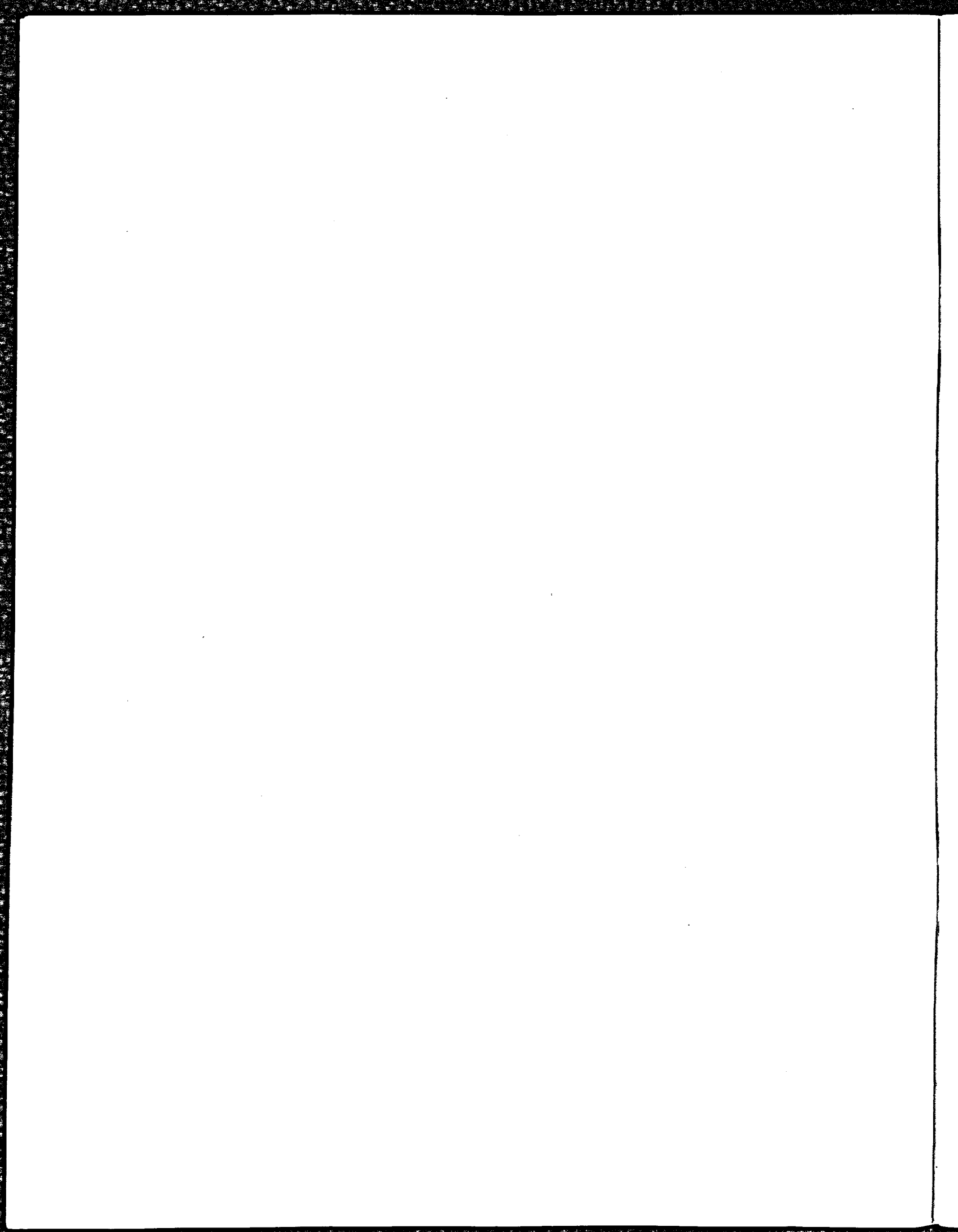
Michael Chambers, chairman, Canadian Olympic Committee
Chris Rudge, chief executive officer, Canadian Olympic Committee
Patrick Jarvis, president, Canadian Paralympic Committee

Jack Poole, chairman and chief executive officer,
Vancouver 2010 Bid Corporation

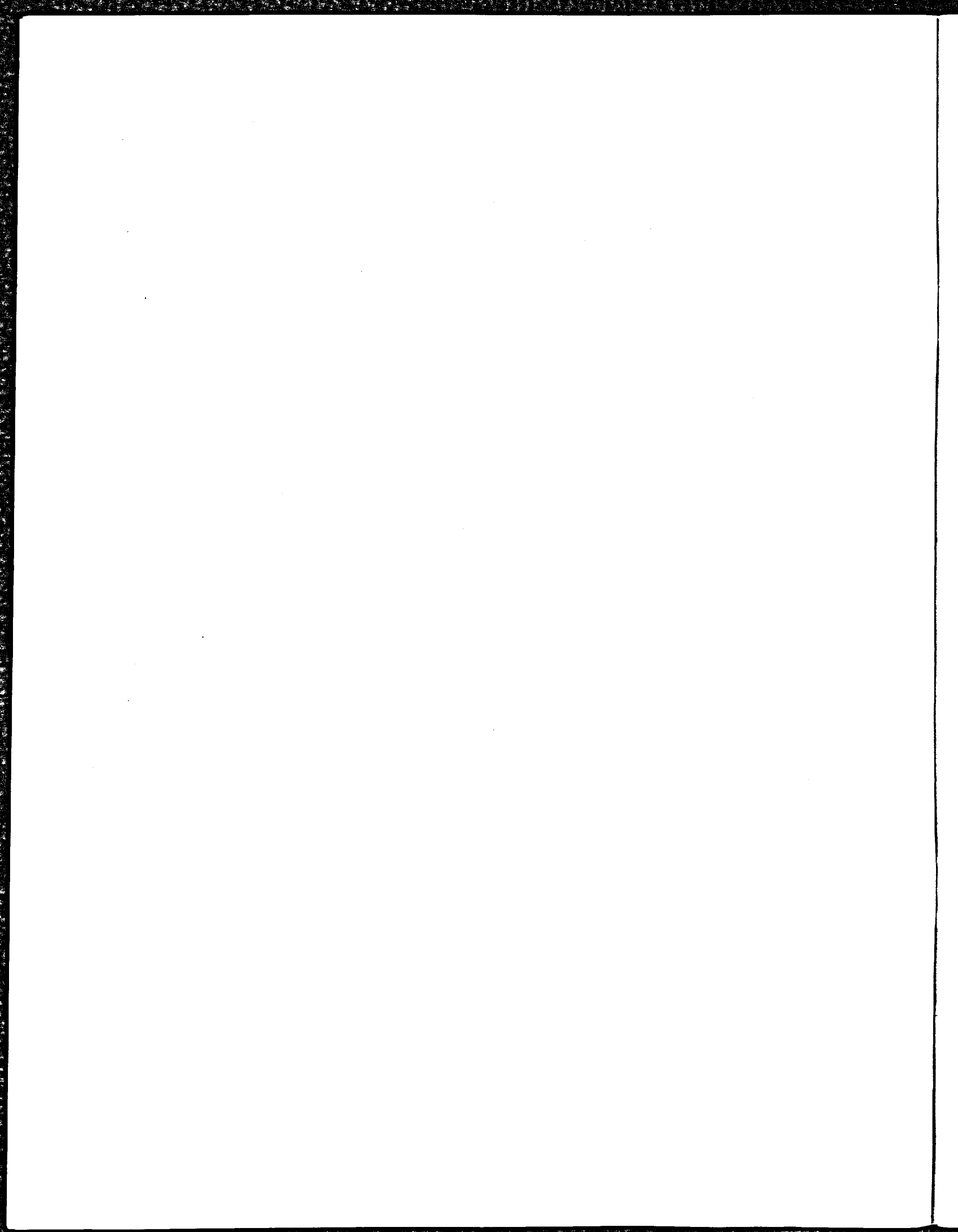
John Furlong, president and chief operating officer,
Vancouver 2010 Bid Corporation

Steve Podborski, Olympian, executive director of International Relations,
Vancouver 2010 Bid Corporation

Catriona Le May Doan, Olympian, board member of the
Vancouver 2010 Bid Corporation



General Information



Canada–Czech Republic Relations

- Canada and Czechoslovakia established consular services in each other's country in 1920 and appointed ambassadors in 1942. Canada recognized the newly formed Czech Republic in 1993. The two nations have forged new political and commercial links since the Czech Republic's transition from a Communist regime to a democratic state.
- President Vaclav Klaus made an official visit to Canada in 1997 while he was prime minister. Former president Vaclav Havel made two official visits to Canada, the first in 1990 as President of the Czechoslovak Socialist Republic and the second in 1999 as President of the Czech Republic.
- The Speaker of the Senate led a Canadian delegation to the Czech Republic in 2002 for meetings on NATO, on enlarging the European Union, and on the floods that had struck the Czech Republic that summer. In 2001, Canada's Human Resources Development Minister visited Prague to sign a social security agreement.
- Canada strongly supports NATO enlargement and was the first country to ratify the Czech Republic's membership. Along with Hungary and Poland, the Czech Republic was formally welcomed into the North Atlantic Treaty Organization in 1999. The Czech Republic hosted the NATO Summit in November 2002, which Canada's Prime Minister attended.
- The Czech Republic has successfully participated in a number of NATO operations. A Czech battalion served with Canadian peacekeepers in Bosnia.
- The Czech Republic will join the European Union in May 2004. In a two-day referendum on June 14 and 15, 2003, 77 per cent of Czech voters approved the proposal.
- Canada and the Czech Republic have reinforced their relationship through participation in international forums such as the United Nations, the Organisation for Economic Co-operation and Development, and the World Trade Organization.
- In January 2003, legislative requirements from a May 2001 social security agreement came into force, enabling people who have lived or worked in Canada and the Czech Republic to more easily qualify for social security benefits from either or both countries.

- In October 2002, Canada contributed \$200,000 for recovery and reconstruction efforts in the Czech Republic, following mid-August floods that affected thousands of people.
- The Czech community in Canada totals almost 80,000 people. For over a century, Canada and the Czech Republic have maintained strong people-to-people and family ties. Canada welcomed Czechoslovak refugees in 1948 and 1968 and supported dissidents throughout the Communist period.

Trade and investment

- The Czech economy compares favourably with many members of the OECD. It is also one of the most stable and fastest growing economies among the former Communist countries in Central Europe.
- Canada's exports to the Czech Republic in 2002 totalled \$83.7 million and consisted mainly of electrical products, pharmaceuticals, turbines, animal feed, food preparations, water and non-alcoholic beverages.
- Canadian imports from the Czech Republic in 2002 were worth \$178.4 million and consisted mainly of uranium and other radioactive elements, glassware, electrical equipment, furniture, and iron or steel products.
- Canadian direct investment in the Czech Republic is estimated at close to \$200 million. Privatization, economic restructuring, and domestic demand in sectors such as telecommunications and transportation are attracting foreign interest.
- More than 80 Canadian firms have facilities in the Czech Republic.
- Canada and the Czech Republic have signed several agreements. Subjects include most-favoured-nation status, general preferential tariff treatment, foreign investment protection, nuclear co-operation, mutual legal assistance, and avoiding double taxation and preventing tax evasion.
- Canada's Export Development Corporation finances public and private sector projects in the Czech Republic. It is currently working with Canadian and Czech corporations in the energy, construction, environment, and transport sectors.
- The Export Development Corporation offers its full range of services, including insurance and financing, to Canadian firms doing business in the Czech Republic. It can deal with a large number of banks since the Czech Republic is a member of the OECD.

Development assistance

- Between 1990 and 2002, Canada agreed to fund 272 projects, worth \$25.4 million, in the Czech Republic. Some 125 of these projects, worth \$14.6 million, were part of a bilateral program. The Renaissance Eastern Europe Program, a Canadian International Development Agency business development program for Central and Eastern Europe, funded 76 projects worth \$3 million.
- Most CIDA programs in the Czech Republic deal with the environment; government and civil society in general, and legal and judicial reform in particular; education; and industry.
- The progress achieved by the countries of Central and Northern Europe in their transition has led CIDA to implement a “graduation plan” for this region. The Czech Republic (along with Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland and Slovakia) will be graduating from CIDA assistance by the end of fiscal year 2004–5 and will no longer receive Canadian aid. CIDA anticipates that these nations will, over time, become donors supporting transition and poverty reduction in other countries.
- Canada’s Official Development Assistance in Central Europe program supports the change from recipient to donor status for the four countries of Central Europe (Czech Republic, Hungary, Poland and Slovakia). Through this program Canada is helping strengthen each country’s Official Development Assistance program. An initial phase of capacity building will be followed by jointly implemented trilateral projects in developing countries.
- Canada’s \$2.5 million Local Governance Support in Central Europe program is helping municipal governments in the Czech Republic, Hungary, Poland, and Slovakia to develop and strengthen their individual finance and management capabilities.

CZECH REPUBLIC

Capital: Prague

GEODATA

Area

78,864 km²

Major language

Czech

Major religious groups

Roman Catholic (39.2%),
Protestant (4.6%), Orthodox (3%)

Surrounding countries

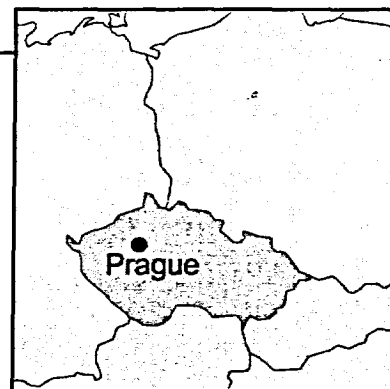
Austria, Germany, Poland, Slovakia

Population

10.3 million (2001)

Population growth rate

-0.1% (2001)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Václav Klaus

Prime Minister Vladimír Špidla

Minister of Foreign Affairs

Cyril Svoboda

Minister of Industry and Trade

Milan Urban

UN Human Development Index (2002)

The Czech Republic ranks 33rd among 173 countries

Canadian official development assistance

\$774,000 (2002-3)

ECONOMIC DATA

GDP

\$109.1 billion (2002)

GDP growth rate

2.0% (2002)

GDP per capita

\$ 8,755 (2001)

Main exports

Machinery and transport equipment, other manufactured goods, chemicals, raw materials and fuels

Main imports

Machinery and transport equipment, other manufactured goods, raw materials and fuels, food, chemicals

Canadian imports from the Czech Republic

\$178.4 million (2002), including uranium and other radio-active elements, glassware, electrical equipment, furniture, iron or steel products

Canadian exports to the Czech Republic

\$83.7 million (2002), including electrical products; pharmaceuticals, turbines, animal feed, food preparations, water and non-alcoholic beverages

Canadian Representative

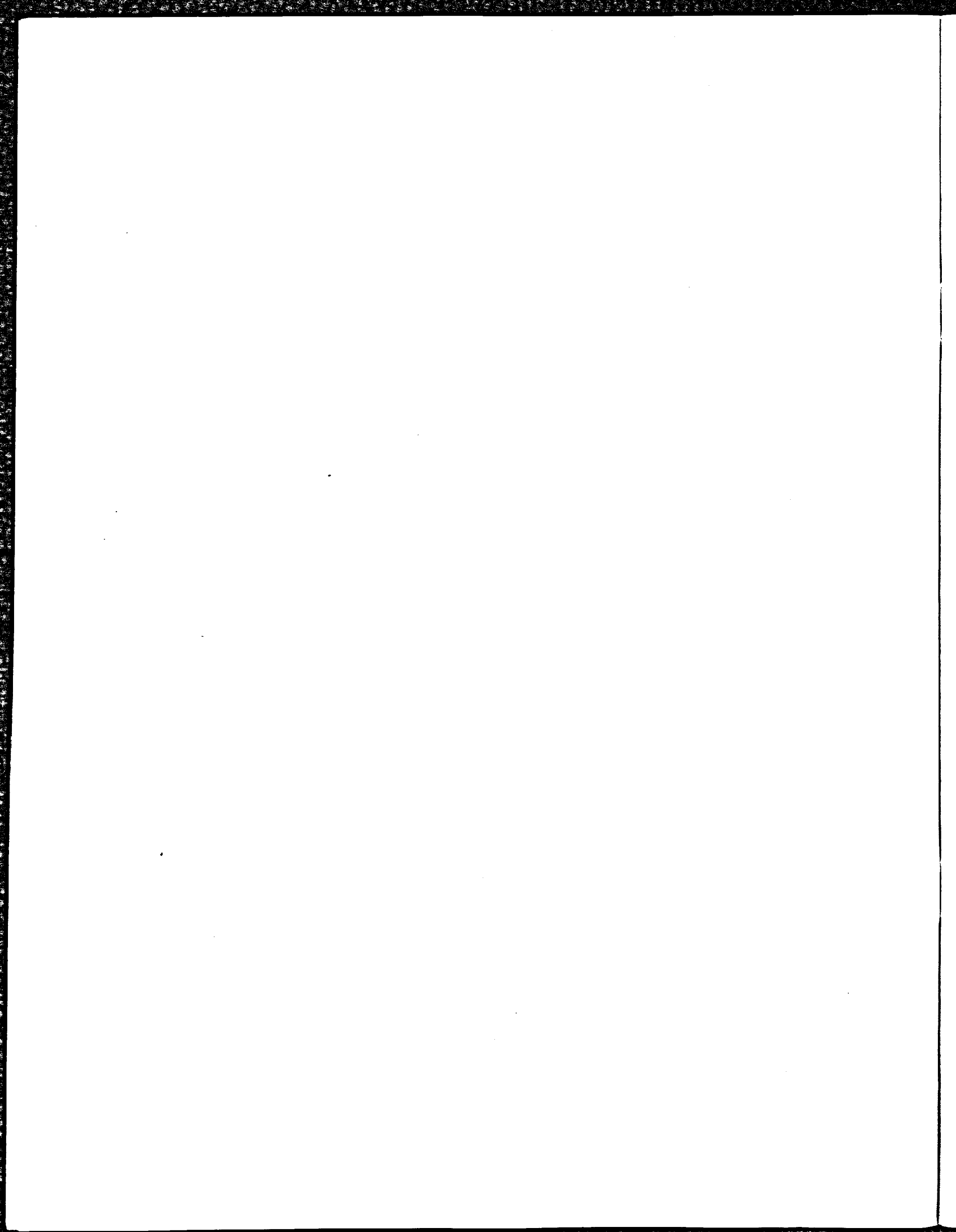
Margaret Huber, Ambassador, The Canadian Embassy

Muchova 6, 160 00 Prague 6, Czech Republic

Phone: (011-420-2) 7210 1800, Fax: (011-420-2) 7210 1890, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/prague

June 2003

Biographies



Vaclav Klaus

President of the Czech Republic

Vaclav Klaus was born in Prague on July 19, 1941. He studied foreign trade at the Prague School of Economics, graduating in 1963. He later studied in Italy and the United States and completed a doctorate in economics in 1968 at the Institute of Economics of the Czech Academy of Sciences.

After several years with the Czechoslovak State Bank, Mr. Klaus took an academic post at the Czech Academy of Sciences in 1987. In 1991, he was appointed assistant professor of economics at Charles University. In 1995, he became professor of finance at the Prague School of Economics.

Mr. Klaus started his political career in 1989 when he became Minister of Finance. In 1991, he was appointed Deputy Prime Minister of the Czecho-Slovak Federation. He co-founded the Civic Democratic Party in 1991 and was its chairman from the outset until December 2002.

Mr. Klaus won the parliamentary elections with this party in 1992 and became the Prime Minister of the Czech Republic. In 1998, he became the chairman of the Chamber of Deputies.

On Feb. 28, 2003, Mr. Klaus was elected President of the Czech Republic.

Mr. Klaus is married and has two children.

Vladimir Spidla

Prime Minister of the Czech Republic

Born on April 22, 1951, in Prague, Vladimir Spidla graduated from that city's Charles University in 1976.

Over the next several years, he held a variety of positions: in monument preservation and the protection of nature, in archeology, in wood-processing, and with a dairy and building materials store.

In 1990, Mr. Spidla became vice-chairman of a national committee responsible for district education, health care, social affairs and culture. From 1991 to 1996, he was director of a local labour office.

In the Chamber of Deputies, to which he was elected in 1996, he chaired the Social Policies and Health Care Committee.

In 1998, Mr. Spidla became First Deputy Prime Minister and Minister of Labour and Social Affairs. In 2001, Mr. Spidla became chairman of the CSSD Social Democratic Party executive committee.

Mr. Spidla became Prime Minister of the Czech Republic on July 12, 2002.

Mr. Spidla is married and has four children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. The following year, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

Herb Dhaliwal

Minister of Natural Resources

Herb Dhaliwal was born in the state of Punjab, India, on Dec. 12, 1952. He graduated with a bachelor's degree in commerce from the University of British Columbia in 1971.

Mr. Dhaliwal has more than 25 years of experience in the private and public sectors, specializing in transportation, maintenance, and real estate development. He was president of an investment company and vice-chair of the British Columbia Hydro and Power Authority.

First elected to the House of Commons in 1993, Mr. Dhaliwal is the Liberal member for Vancouver South-Burnaby. He served as Minister of National Revenue from 1997 until 1999, when he was named Minister of Fisheries and Oceans.

In 2001 Mr. Dhaliwal received an honorary doctorate of law from Punjab University in Chandigarh, India, and he has a citation from the Canadian Red Cross Society for aiding Kurdish refugees.

Mr. Dhaliwal became Minister of Natural Resources in January 2002.

Mr. Dhaliwal and his wife, Amrit, have three children.

Notes